

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 OCTOBRE 2014**

JP/RT

**OBJET : N° 1.1. – ADMINISTRATION GENERALE –
REGIME INDEMNITAIRE ELUS BUREAU SYNDICAL –
FRAIS DEPLACEMENTS -**

L'an deux mille quatorze, le sept du mois d'octobre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau,

Etaient absents :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau, (excusé)
M. James BELLOT, Membre du Bureau, (excusé)
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 1.1. – ADMINISTRATION GENERALE –
REGIME INDEMNITAIRE ELUS BUREAU SYNDICAL –
FRAIS DEPLACEMENTS -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par délibération en date du 26 mai 2014, le Comité Syndical s'est prononcé sur le régime indemnitaire du Président et des Vice-Présidents du SEBA. Il convient de préciser les conditions d'octroi de remboursement des frais d'exécution d'un mandat spécial ou de frais de mission du Président et des Vice-Présidents.

Les membres du Comité Syndical qui ne bénéficient pas d'indemnité au titre des fonctions exercées sont, par décision du Comité Syndical en date du 26 mai 2014, remboursés des **frais de déplacement** engagés à l'occasion des réunions du Comité, du Bureau, des Commissions instituées par le Comité, des Commissions Consultatives prévues par l'article L 5211-49-1 du CGCT et des organes délibérants ou des bureaux des organismes où ils représentent le SEBA.

A contrario, les membres du Comité Syndical bénéficiant d'une indemnité de Président ou de Vice-Président ne peuvent être remboursés de ce type de frais. En revanche, ils peuvent bénéficier du remboursement des **frais d'exécution d'un mandat spécial ou de frais de mission**, tels que définis ci-après :

- Remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux : ces dispositions concernent également les membres des organes délibérants des syndicats de communes et des syndicats mixtes ;
- Le remboursement des dépenses engagées dans le cadre d'un déplacement ou d'une mission, l'intéressé devant agir au titre d'un mandat spécial, c'est-à-dire d'une mission accomplie par un membre du comité syndical avec l'autorisation de celui-ci ;
- La notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l'élu et doit correspondre à une opération déterminée, de façon précise, quant à son objet (lancement d'une opération nouvelle, etc...) et limitée dans sa durée. Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels et indispensables ;
- Le mandat spécial doit être conféré à l'élu par une délibération de l'organe délibérant, cette délibération pouvant être postérieure à l'exécution de la mission en cas d'urgence ;
- C'est un véritable droit au remboursement des frais exposés : frais de séjour, frais de transport et frais d'aide à la personne ;
- Les frais de séjour sont remboursés en vertu des articles R. 2123-22-1 et R. 2123-22-2 du CGCT ;
- Les dépenses de transport sont remboursées sur présentation d'un état de frais.

Le Bureau Syndical est appelé à prendre acte de ces modalités législatives et/ou réglementaires telles que rappelées dans « le guide de l'élu » de l'Association des Maires de France.

Après en avoir débattu, le Bureau Syndical, à la majorité des membres présents, (1 abstention : M. Jean PASCAL), **ADOpte** ces modalités.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL